

En Isère, le chômage a bondi de 34,7 % en un an !



>> Manifestation pour l'emploi à Grenoble le 29 janvier 2009.

L'Isère dans la tourmente

L'Isère, département très industriel, est fortement touché par la crise mondiale qui détruit des milliers d'emplois.

Les chiffres n'ont jamais été aussi mauvais : avec 45 541 chômeurs en avril 2009, soit 34,7 % de plus qu'il y a un an, le chômage en Isère progresse deux fois plus vite que dans le reste du pays (+ 16 %). Au 15 mai 2009, 30 800 salariés ont été impactés par des mesures de chômage partiel (contre 6 120 à la même période en 2008) et 40 plans de sauvegarde pour l'emploi ont été déposés, portant sur la suppression de 2 055 emplois. En parallèle, les défaillances d'entreprises ont progressé de 35 % sur le premier trimestre 2009 comparé à l'an dernier.

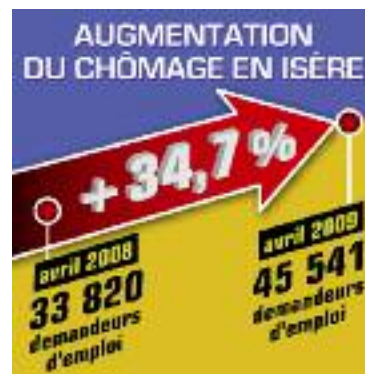
La lutte des salariés de Caterpillar pour défendre leur emploi sur les sites

de production de Grenoble et d'Echirolles – 600 suppressions annoncées sur un effectif de 2 700 personnes – est devenue emblématique en France d'une crise très dure qui a frappé en premier les plus précaires – intérimaires, CDD, jeunes...

Aucun secteur d'activité n'est épargné : fabricants de composants pour l'automobile comme Tyco à Chapareillan, Valéo à Saint-Quentin-Fallavier, Schaeffler à Saint-Siméon-de-Bressieux, la chimie avec Perstorp (ex-Rhodia), Arkema, Sintertech ou Becker Industries dans le sud grenoblois, les biens de consommation avec Calor, les textiles techniques avec Porcher Industries dans le Nord-Isère, les matériaux

avec Monier-Lafarge, sans compter les dizaines de PMI et d'entreprises artisanales. L'onde de choc gagne aussi les hautes technologies comme STMicroelectronics et Soitec, fleurons de la « silicon » vallée iséroise ou Yahoo France à Echirolles, qui ont engagé des mesures de chômage partiel et de réduction de leurs effectifs.

« L'Isère est un département très industriel, disposant d'un très fort potentiel. C'est pourquoi, nous sommes plus fortement touchés que d'autres, explique le préfet de l'Isère, Albert Dupuy. Mais nous avons aussi des forces que n'ont pas d'autres départements : la première, c'est que les ressorts de l'économie iséroise



sont diversifiés, des énergies renouvelables au tourisme en passant par le biomédical. Ensuite, de nombreux industriels, tout en réduisant la voilure, ne renoncent pas à leurs grands projets d'investissement. »

Le projet Nano 2012 à Crolles, fortement soutenu par le Conseil général, confirmera ainsi l'Isère comme l'un des tout premiers centres de développement mondiaux des semi-conducteurs. Photowatt à Bourgoin-Jallieu envisage de tripler sa production de cellules photovoltaïques dans les cinq ans et le projet Alliance PV va créer au moins 200 emplois directs dans ce secteur en plein boom... Autant de projets d'avenir financés voire portés par le Conseil général. « Devant la gravité de la crise, soit on se met aux abris en attendant des jours meilleurs et on aggrave la situation, soit on continue à investir pour l'avenir. Je fais le second choix », explique son président André Vallini.

Véronique Granger

>> Question à



Erwann Binet,
vice-président du Conseil général
chargé de l'économie

« Le Conseil général en première ligne »

■ Comment le Conseil général est-il mobilisé face à la crise ?

A l'initiative d'André Vallini, le Conseil général a été réactif en lançant dès janvier dernier un plan exceptionnel de soutien à l'emploi de 26 millions d'euros qui va géné-

rer 130 millions d'euros de travaux dans le secteur du BTP. Le Conseil général s'investit également dans la cellule de suivi de la conjoncture économique mise en place par le préfet de l'Isère avec les chambres consulaires, les banques et l'en-

semble des acteurs économiques.

Nous sommes la seule collectivité locale autour de la table. Cette cellule de crise permet de coordonner nos actions de soutien à l'économie et d'évoquer des solutions sur les situations critiques d'entreprises comme par exemple Matussière et Forest à Voreppe. Le Conseil général joue enfin un rôle moteur pour faire aboutir de gros projets d'investissements : Nano 2012 à Crolles ou PV Alliance à Bourgoin-Jallieu n'auraient sans doute pas vu le jour sans le Conseil général.